

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

CGT

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex

N° 103

SEPTEMBRE 1995

MANIFESTONS !
19 SEPTEMBRE 1995 TOULOUSE

EMPLOI

SALAIRE

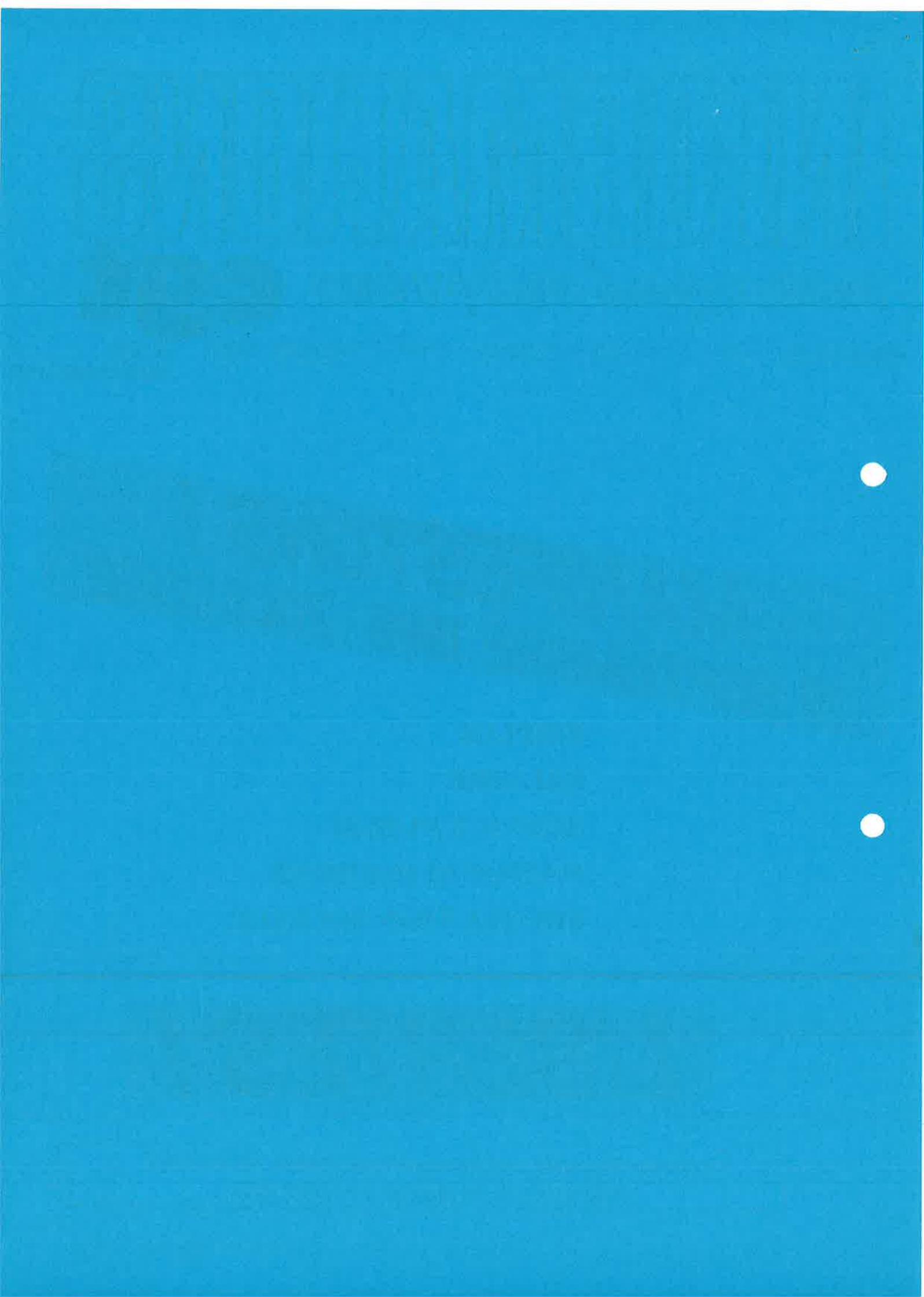
SERVICE PUBLIC

NATIONALISATIONS

PROTECTION SOCIALE

LIBERTES !

**LOUIS VIANNET SECRETAIRE GENERAL DE LA CGT
PRENDRA LA PAROLE A 13 HEURES.**



C G T MIDI-PYRENEES

19 SEPTEMBRE : TEMPS FORT REGIONAL D'ACTION

Les salariés de Midi-Pyrénées, quelque soit leur situation, sont mécontents et inquiets.

Inquiets des perspectives sombres qui s'annoncent pour leur emploi, pouvoir d'achat, retraite, protection sociale, libertés, par les décisions prises par le gouvernement et le patronat.

A Carmaux, la direction de CDF a annoncé, officiellement cet été, la fermeture de la Grande Découverte. La décision de privatiser Pechiney, Renault est prise. C'est une véritable dilapidation de notre patrimoine national !

D'autres projets sont annoncés visant Aérospatiale, France télécom.

Notre aéronautique régionale, subit de nouvelles attaques, puisque le principal équipementier aéronautique qu'est ABG Semca, est devenu 100 % allemand.

En milieu rural les services publics sont livrés au privé comme dans l'Ariège avec la mise en place effective des points multiservices!

Ces mesures sont graves de conséquences pour l'emploi, les salariés, leur famille pour l'économie régionale déjà fragilisée dans ces atouts décisifs.

Il est urgent d'agir pour inverser cette spirale infernale!

En matière de pouvoir d'achat, de salaire, de retraite, de protection sociale, c'est bien au coeur des préoccupations et aspirations de chacun, les inquiétudes demeurent lourdes.

L'augmentation de la TVA, ainsi que les prix de nombreux produits courants, et la suppression de la remise forfaitaire de 42 F sur la C.S.G. réduisent à néant l'augmentation du SMIC.

C'est dire si le fossé est grand entre les promesses électorales, les intentions affichées du gouvernement et les actes !

Le gouvernement et le patronat affichent l'intention de créer des emplois ! Cependant les salariés, militants C.G.T. qui agissent pour défendre l'emploi, les revendications sont l'objet d'attaques d'une extrême gravité: licenciés comme à Leclerc St Orens, Activente à Toulouse, menacés de l'être à ABG Semca, EDF. C'est le droit de se syndiquer, de faire grève que veut interdire le patronat, le droit au travail bafoué !

Les directions d'EDF-GDF en Midi-Pyrénées s'acharnent en poursuivant 55 militants, 7 d'entre eux sont traduits en correctionnelle le 19 Septembre prochain.

La situation des salariés, de la population en général, de notre économie, exige autre chose que des discours sur la guerre à livrer au chômage, ou sur les fractures sociales à éviter...!

Elle exige autre chose que la poursuite des cadeaux fiscaux, des aides financières accordées sous couvert d'aides à l'emploi, faites au patronat depuis des années sans effet sur la situation, si ce n'est celle des entreprises qui ont accaparé la plus grande partie des richesses produites, et dont les profits atteignent un niveau record. La masse salariale (cotisations sociales comprises), qui représentait 68 % de la valeur ajoutée des entreprises en 1981, n'en représente plus que 60 % aujourd'hui.

De la même façon, les mesures prises pour l'emploi ne sont de nature à répondre au drame humain, économique du chômage, si ce n'est qu'à déstructurer, qu'à précariser davantage l'emploi. Il faut que les réformes nécessaires tournent résolument le dos à ces choix, ces orientations.

Il faut s'attaquer au gaspillage de l'argent public, stopper les plans sociaux, relever les salaires, les retraites, les allocations chômage pour mieux vivre et relancer la consommation, réduire véritablement le temps de travail...

Il est urgent qu'en cette rentrée 1995, que les salariés de Midi-Pyrénées qu'ils soient du Secteur Public, Nationalisé ou Privé, actifs retraités, précaires, chômeurs, se fassent entendre, expriment leur détermination, leurs exigences à vivre mieux.

Il est urgent qu'ils agissent unis et rassemblés pour imposer au gouvernement et patronat de nouveaux reculs et gagner des succès revendicatifs, le contraindre à d'autres choix !

Ils ont besoin de le faire à partir de leurs préoccupations particulières, ensemble, en convergence.

C'est pourquoi, le COMITE REGIONAL C.G.T, appelle les salariés de Midi-Pyrénées à un TEMPS FORT REGIONAL D'ACTION pour les revendications le 19 SEPTEMBRE 1995, sur chaque lieu de travail, dans chaque

localité, département, débattiez de vos revendications, agissez !

Déjà les luttes du premier semestre, de l'été, leurs succès en témoignent, constituent un important élément de confiance pour l'avenir.

Cela témoigne d'une volonté de résistance forte des salariés, que gouvernement et patronat ne peuvent plus aujourd'hui ignorer !

A EDF-GDF, à l'ABG-Semca, Forest Liné, les directions grâce à l'action n'ont pu licencier les militants de la C.G.T. !

Le 19 Septembre, les électriciens et gaziers venus de toute la France, manifesteront à Toulouse à l'appel de leur Fédération CGT de l'Energie, marquant ainsi une nouvelle fois leur détermination à défendre leurs revendications, le Service public, leur statut, la liberté de revendiquer. Leur engagement résolu dans l'action, a permis de nombreux succès revendicatifs !

Le COMITE REGIONAL C.G.T. appelle les salariés de Midi-Pyrénées à participer nombreux, nombreuses à la

MANIFESTATION LE 19 SEPTEMBRE 1995

à TOULOUSE - 13 Heures (allées Jean-Jaurès)

*avec la participation de Louis VIANNET, Secrétaire Général de la C.G.T.
qui prendra la parole*

Toulouse, le 31 Août 1995.

IMMIGRATION

C'est à partir du chômage, des angoisses et des peurs que suscite la crise, que se crée un terrain favorable à la xénophobie et au racisme.

Dans le même temps où le capital, le patronat, le pouvoir politique favorisent la montée du racisme, le pillage des pays du Tiers Monde, par le truchement de la dette et de son mécanisme, s'accroît, dans le cadre de la politique néo-coloniale poursuivie par les pays capitalistes, par la France notamment en Afrique.

A la subordination des économies, des peuples, s'ajoute une mise sous tutelle des Etats, de leurs choix politiques et sociaux qui accentuent les inégalités, propagent la misère les oppositions entre ethnies. L'immigration légale et clandestine trouve naturellement sa source dans ces politiques, d'autant que malgré la crise, l' "appel" à des populations supplémentaires pour les pays développés ne diminue pas.

Stratégie des multinationales, politiques des Etats se conjuguent dans ce sens.

La CGT, fidèle à son engagement constant dans la lutte contre le racisme et l'exclusion sociale, met l'accent sur les causes du racisme et sur les besoins à satisfaire pour y remédier.

A chaque élection, l'immigration sert de base des manoeuvres politiciennes, les boucs émissaires désignés. Bref, l'immigré, l'arabe, le " noir ", envahissent les discours.

Comment s'étonner dès lors, du vote extrême droite en progression et qui s'installe partout sur le territoire. Même s'il convient de dissocier électeurs et Le Pen, il n'en reste pas moins que la banalisation, depuis une dizaine d'années, d'un discours amalgamant immigration, chômage et délinquance, laisse des traces, sème le trouble dans de nombreux esprits, y compris dans la CGT.

Sans réduire le racisme à ses racines sociales, qui peut nier que celles-ci jouent un rôle majeur au coeur duquel on trouve le chômage massif, l'exclusion. Inégalités accrues et marginalisation de masse appellent, exigent la promotion, la construction de solidarités nouvelles

L'intervention des salariés, à partir de leurs revendications, Réduction du Temps de Travail avec maintien du salaire, pour une croissance génératrice d'emplois pour tous, partout contre la spéculation financière et une autre utilisation des richesses produits, fait fondamentalement partie du combat anti raciste.

Plus offensive encore sur ces terrains, faisant des salariés des éléments plus actifs du mouvement social, l'action syndicale est d'un apport direct au combat anti raciste, pour l'intégration des travailleurs immigrés, en permettant d'avancer, ensemble, vers l'égalité des droits.

*Michel SALVAYRE,
Secrétaire Régional.*

JOURNEE D'ETUDE SUR L'IMMIGRATION

A L'INITIATIVE DU COMITE REGIONAL CGT MIDI-PYRENEES

VENDREDI 20 OCTOBRE 1995

AU CENTRE MARCEL PAUL à MONDONVILLE

CESR : LE SENS D'UN VOTE !

Les luttes des cheminots porteuses d'exigences revendicatives fortes sur les salaires, l'emploi, la défense et la rénovation du service public SNCF, marquent la période.

Elles contribuent à l'essor du mouvement revendicatif, au rassemblement des salariés dans leur diversité.

Le mouvement social s'amplifie, montrant le refus des salariés de subir la situation qui leur est faite, plus longtemps.

Ces luttes n'ont pas manqué de résonner dans l'hémicycle feutré du CESR de Midi-Pyrénées, au moment où s'examine la révision du Schéma Régional des Transports collectifs.

Les enjeux de cet examen sont connus:

- volonté de transférer à la Région la gestion des transports régionaux ferroviaires, en prenant prétexte de l'incapacité financière de la SNCF d'assumer sa mission de service public, tel que le préconise le rapport Haennel.

Les conséquences seraient d'une extrême gravité:

- désengagement de l'état, nombreux transferts de charges, pression fiscale régionale accrue...
- éclatement de l'unité et de la cohérence nationale de l'entreprise SNCF, de ses missions de service public, du statut des personnels, service aux usagers à plusieurs vitesses.

Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, comme une dizaine d'autres régions en France, a donné son accord à ce transfert, le CESR est saisi pour avis !

La CGT a fermement condamné la décision du Conseil Régional, est opposée à ce transfert et agit avec les salariés. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls, les cinq fédérations syndicales ont fortement exprimé leur désaccord à cette mise en cause du service public et de l'unicité de l'entreprise.

Les associations de consommateurs et d'usagers se sont exprimés dans ce sens au CESR.

Comment dans ces conditions, intervenir au CESR pour que cette opposition au transfert, l'éclatement du service public marque l'avis de l'assemblée régionale, qu'il soit porteur des exigences de maintien et de développement du service public, des besoins de transports régionaux ?

ENJEU S'IL EN EST !

La démarche conjuguée du Groupe CGT au CESR, des syndicats CGT notamment des cheminots, des luttes des salariés, ont permis d'aboutir à un avis qui affirme:

- l'attachement du CESR à la notion de service public qui doit être la base de l'amélioration nécessaire du système de transports collectifs dans l'intérêt des usagers et de la région.

- son extrême réserve au transfert à la région en l'absence de précision sur un certain nombre de points touchant aux missions du service public.

- s'il n'est pas opposé à un surcroît de responsabilité de la région, le CESR indique que cela ne doit pas conduire à une marche forcée vers un éventuel transfert.

Cette prise de position, qui marque de sérieuses réserves, est un premier acquis, elle peut-être un point d'appui pour les luttes actuelles. Le Groupe CGT a donc voté cet avis tout en engageant le CESR à aller plus loin, à rejeter toute décision de transfert à la région, d'éclatement de la SNCF et du service public.

S'appuyant sur le vote émis, le Groupe CGT au CESR agira dans ce sens et dans la continuité des initiatives prises avec les syndicats concernés, à l'occasion de l'examen de deux nouveaux avis sur le schéma régional des transports collectifs fin 1995 début 1996, contribuant ainsi au mouvement revendicatif indispensable pour imposer les reculs aux prétentions régionales et gouvernementales et garantir les succès revendicatifs!

Martine BERNARD,
Responsable Groupe CGT/CESR

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE FORMATION SYNDICALE

Le renouveau syndical appelle une nouvelle politique de formation syndicale en refonte et en cohérence avec deux exigences nouvelles: l'appropriation de connaissances concrètes aidant les syndiqués à participer très vite à la vie de la CGT, des connaissances plus théoriques, globales, permettant à tous de s'inscrire dans l'élaboration des orientations et de la stratégie de la CGT et à chacun de prendre la place qu'il souhaite dans la CGT.

Il s'agit donc de former le plus grand nombre d'adhérents, de militants.

La réunion du Bureau Confédéral du 4 Avril 1995 sur la formation syndicale a débouché sur la nécessité de revaloriser la place de la formation syndicale comme un élément constitutif de la vie syndicale.

Par ailleurs, cette même réunion a confirmé la réflexion visant à ne pas lier systématiquement le contenu de la formation avec les congrès confédéraux, celle-ci visant plutôt à pérenniser les conceptions de la CGT.

(CCEO-CGT)

Afin de s'approprier cette nouvelle démarche, nous proposons à nos organisations une réflexion commune sur le contenu de notre démarche de formation syndicale, les questions pédagogiques, l'aide aux formateurs, pour acquérir les connaissances à la mise en oeuvre des pédagogies nouvelles avec les changements intervenus sur le premier niveau de formation. Cette réflexion aura lieu au cours d'une

JOURNEE REGIONALE D'ETUDE LE 5 OCTOBRE 1995 AU CENTRE MARCEL PAUL à MONDONVILLE

Elle s'adresse:

° Aux responsables éducation des UL, directions et aux intervenants de stage, aux responsables et collectifs éducation des UD.

Cette journée doit permettre à chacun (e) de faire vivre sans tarder cette nouvelle politique dans le cadre d'une préparation dynamique du 45ème Congrès.

PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION SYNDICALE

1995 - ° Secrétaires Généraux UL - 23 au 27 Octobre 1995.

1996 - ° Session Secrétaires Orga - 5 jours - 2ème quinzaine Janvier.

° Session formateurs - 5 jours - Mars.

° Stage Enjeux Régionaux - 5 jours - Juin.

° Session Responsables HEBDO - 3 jours - Octobre.

12 SEPTEMBRE
MEETING NATIONAL
DE RENTREE CGT A LIMOGES

° *C' est à LIMOGES, ville où naquit la CGT voilà 100 ans, que se tiendra un grand meeting de rentrée de la CGT.*

La volonté de la direction confédérale est de donner toute sa dimension au CENTENAIRE CGT, d'en faire un élément dynamique de notre action revendicative et de la préparation du 45 ème Congrès.

° *Le COMITE REGIONAL CGT s'est fixé l'objectif d'une participation de*

250 MILITANTS ET SYNDIQUES
DE MIDI-PYRENEES.

Chaque UD a pris des dispositions dans l'organisation du transport.

Sans tarder, il est recommandé de se faire inscrire.

